

Service protection animale et environnement
14, rue du Maréchal-Juin
Cité administrative
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Strasbourg Cedex, le 08/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



EARL LUX FREDERIC

Rue des Bosquets
67370 SCHNERSHEIM

Références : SPAE/ENV/ 2022- 02593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement EARL LUX FREDERIC, implanté rue des Bosquets 67370 SCHNERSHEIM. L'inspection a été annoncée le 25/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à l'octroi de l'autorisation d'exploiter datée du 21 juin 2021 à l'EARL Lux, pour l'extension de son activité d'élevage de volailles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LUX FREDERIC
- Rue des Bosquets 67370 SCHNERSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006706689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Inspection suite à l'octroi de l'autorisation d'exploiter attribuée à l'EARL Lux le 21 juin 2021, pour l'extension de son activité de poules pondeuses et la mise en service du deuxième bâtiment d'élevage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Implantation des bâtiments,
- Dispositions générales, tenue de l'exploitation,
- Dispositions constructives – sécurité incendie,

- Mesures de lutte contre les incendies – réserve incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1-3	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
Mesures de lutte contre les incendies - réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article Article 2-1-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la mise en service du deuxième bâtiment d'élevage est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation octroyé le 21 juin 2021, tant par son implantation que les effectifs présents. La finalisation des parcours est en cours à la date de la visite, compte-tenu du contexte sanitaire imposant le confinement des volailles, cela est sans impact sur le fonctionnement de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article article 1-3
Thème(s) : Élevage, Implantation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 1er juillet 2019 et complété le 05 août 2020.
Constats : Le deuxième poulailler est implanté conformément au dossier déposé en juillet 2019 et complété en août 2020. Toutefois, la mise en place de jardins d'hiver de part et d'autre du bâtiment est constatée, sans qu'une information à Mme la Préfète n'ait été communiquée. Le parcours et les aménagements du bâtiment n° 2 sont en cours de finalisation. Les poteaux sont installés, mais le grillage en commande est en attente de réception le 5 avril. Ce constat est à nuancer par le contexte sanitaire actuel, qui oblige au maintien des volailles en confinement. Une photo transmise le 7 juin 2022 atteste de la finalisation des parcours. La fabrique d'aliments à la ferme est en cours de finalisation, mais son implantation est conforme au dossier déposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article article 10
Thème(s) : Élevage, tenue de l'exploitation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Le bâtiment et ses abords sont maintenus en bon état de propreté lors de l'inspection. Un plan de lutte contre les nuisibles est en place avec des améliorations programmées. Des appâts supplémentaires en commande lors de l'inspection seront disposés dans le séchoir à fientes. De même, une jupe de protection, déjà réceptionnée, sera installée sur une des portes du séchoir à fientes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Les extincteurs ne sont pas installés lors de l'inspection. Un bon de commande a été présenté, précisant que les appareils en commande sont de différents types (à poudre, à eau...) pour être adaptés au risque à combattre et à leur localisation. La vanne de coupure de l'électricité est implantée à proximité immédiate du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de lutte contre les incendies - réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article Article 2-1-3
Thème(s) : Elevage, Réserve incendie
Prescription contrôlée : Il convient de disposer d'un débit d'eau total de 90 m ³ /h pendant 2 heures afin de garantir la défense contre l'incendie du bâtiment. La quantité d'eau nécessaire sur le réseau d'eau sous pression doit être distribuée par des hydrants normalisés de diamètre nominal de 100 mm assurant un débit minimum de 60 m ³ /heure pendant 2 heures, sous une pression dynamique supérieure ou égale à 1 bar, situés à moins de 150 m de chacune des entrées de l'établissement et distants entre eux de 150 m maximum. Dans le cas où la totalité du débit requis pour assurer la défense contre l'incendie ne pourrait être obtenue à partir du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence et en toutes circonstances aux engins d'incendie des sapeurs-pompiers par une voie carrossable. Celles-ci doivent être équipées ou réalisées conformément au guide technique annexé au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie pris par arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 15 février 2017.
Constats : La réserve à incendie réceptionnée est en cours d'installation lors de l'inspection. Son implantation se situe à proximité immédiate du nouveau bâtiment. La facture, datée du 24/03/2022, a été présentée. Elle mentionne l'achat d'une citerne souple de 120 m ³ certifiée CSTB QB, de la marque Citerneo. Une photo réceptionnée par l'unité environnement le 7/06/2022 confirme la mise en place de la citerne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet